

Le Soir
25/02/2008

L'invité du lundi Rik Coolsaet

'La menace terroriste est réelle, mais ponctuelle'

Si le réseau Al-Qaïda n'existe plus, le « jihadisme international » reste une menace pour nos pays et, surtout, pour les pays musulmans.

Le terrorisme vient de faire plusieurs fois la « une » en Belgique : niveau d'alerte renforcé pendant les fêtes ; projet supposé d'évasion de Nizar Trabelsi, condamné à 10 ans de prison pour des faits liés au « terrorisme islamiste » ; démantèlement au Maroc d'un réseau terroriste belgo-marocain présumé. Le terrorisme international menace-t-il nos sociétés ? La menace est-elle de plus en plus sérieuse ? Entretien avec Rik Coolsaet, professeur à Gand, qui a coordonné un ouvrage collectif, *Jihadi Terrorism and the Radicalisation Challenge in Europe*.

Les Américains qualifient le terrorisme de « menace globale ». Les experts que vous avez réunis partagent-ils cette opinion ?

La menace globale, c'est un cliché. Les travaux des experts que nous avons réunis montrent que le terrorisme jihadiste émane d'un patchwork de groupes locaux, qui opèrent d'une façon autonome et qui, en outre, font preuve d'une bonne dose d'amateurisme. Ils entretiennent, entre eux, certains liens au niveau international, mais il n'y a pas de hiérarchie, pas de réseau de financement, pas de structure.

Le réseau Al-Qaïda n'existe donc pas, s'il a jamais existé...

Avant le 11 septembre, le réseau Al-Qaïda était une organisation, hiérarchisée, disciplinée et contrôlée de très près par Ben Laden et son numéro deux, l'Égyptien al-Zawahiri – cela allait du choix par Ben Laden des auteurs des attentats jusqu'à la tenue de listes de dépenses quotidiennes. Ce réseau n'existe plus.

Pourquoi ?

D'une part, l'intervention occidentale en Afghanistan a privé Al-Qaïda du terrain d'opération afghan. Et d'autre part, le travail de police et de renseignement, au niveau international et au sein des différents pays, a cassé l'épine dorsale d'Al-Qaïda. Y compris chez nous. Ainsi, en Belgique, huit réseaux ont été démantelés depuis le début des années 90 ; et près de 70 suspects ont été condamnés pour terrorisme par les tribunaux belges – le plus connu étant Trabelsi. Imaginez un thermomètre qu'on laisse tomber par terre et qui éclate en petites boules de mercure, toutes très nocives, qui s'attirent parfois, mais entre lesquelles il n'y a plus de hiérarchie. Voilà à quoi ressemble aujourd'hui le terrorisme jihadiste. Ce type de terrorisme atomisé, décentralisé est plus difficile à combattre.

Vous insistez sur l'appellation : « terrorisme jihadiste » – et non pas « islamique ». Pourquoi ?

Pour deux raisons. D'une part, les études académiques tout comme les analyses des services de police et de renseignement ont montré que – contrairement à ce qui est trop souvent proclamé – la religion, en elle-même, n'était pas le moteur de l'engagement terroriste. D'autre part, les victimes d'attaques commises au nom de l'islam sont, dans leur toute grande majorité, musulmanes, et non

occidentales. Qualifier ce type de terrorisme d'« islamique » ou « musulman » revient à apposer le label « suspect » sur une communauté qui en est déjà la plus grande victime. Il s'agit d'une menace conjointe pour les mondes musulman et occidental, dont nous ne pouvons venir à bout qu'ensemble

Pouvez-vous donner une estimation du nombre de victimes du terrorisme « jihadiste » ?

Le début du terrorisme jihadiste peut être daté de la fin de la guerre d'Afghanistan, après la déroute des Soviétiques, lorsque les vétérans « afghans » sont rentrés dans leurs pays – soit le début des années 90. On estime que, depuis cette époque, le terrorisme jihadiste a tué 200.000 personnes dans les pays arabo-musulmans (y compris l'Algérie), contre 4.000 du côté occidental (y compris les victimes des attentats du 11 septembre 2001). Ce n'est qu'une estimation très approximative, mais elle donne un ordre de grandeur.

Incluez-vous les victimes du terrorisme palestinien ?

Si le jihadisme est la forme de terrorisme la plus répandue aujourd'hui, il faut bien comprendre que le Hezbollah et le Hamas ne sont pas des mouvements jihadistes, mais des mouvements nationalistes. Hamas et jihadistes sont des ennemis jurés, le second reprochant au premier de privilégier la lutte nationale au détriment de la lutte internationale pour l'instauration du califat. Jusqu'à maintenant, le Hamas a empêché des groupes jihadistes de s'implanter en Palestine. En Irak, les jihadistes étrangers ne sont pas non plus les bienvenus, l'objectif des groupes locaux étant de libérer le pays de l'occupation étrangère.

Le Maroc affirme avoir démantelé un réseau terroriste dont le chef serait une personne possédant la double nationalité belge et marocaine. Ce groupe serait bien organisé, ayant notamment financé ses activités par des activités criminelles. Ce ne serait pas des « amateurs »...

Les indications que nous possédons sont très vagues ; les accusations doivent être vérifiées. Il y a dans cette affaire, pour autant qu'on puisse en juger, deux aspects : le premier concerne des faits commis en Belgique entre 1986 et 1989 ; le second concerne des faits commis au Maroc. Il faut bien distinguer les deux. Les six assassinats en Belgique remontent à une période antérieure à celle du terrorisme jihadiste internationalisé, une période que l'on appelle « islamo-nationaliste », où les activités terroristes se situaient dans la perspective du « jihad national », des luttes nationales enveloppées dans un discours aux références religieuses. On peut dès lors émettre une hypothèse. L'auteur présumé de ces attentats Abdelkader Belliraj, dont on dit qu'il serait lié au Hezbollah (groupe chiite pro-iranien), pourrait avoir été en liaison avec un réseau pro-iranien actif en Belgique et en France à partir de 1985, le réseau Fouad Ali-Saleh. Ce réseau, qui a commis une série d'attentats à Paris, entretenait des relations avec des personnes en Belgique. Abdelkader Belliraj était-il un « terroriste à gage », impliqué dans des actes de terrorisme commandités par le régime Khomeiny à travers certaines ambassades iraniennes dans des pays occidentaux ? Ce n'est qu'une hypothèse. L'important, pour la Belgique, c'est que cette phase a entraîné la création, au sein de ce qui était la gendarmerie, d'une unité spécialisée dans le terrorisme jihadiste, devenue par la suite un véritable centre d'expertise reconnu par tous.

Ce groupe serait resté actif au Maroc...

Cela aussi doit être vérifié. Certaines rumeurs affirment qu'Abdelkader Belliraj ferait partie d'un petit mouvement islamiste opposé au régime marocain. Mais il est impossible, avec les informations disponibles, de vérifier ces hypothèses.

Si la religion n'est pas le moteur de l'engagement terroriste, qu'est-ce qui pousse des musulmans vers le terrorisme ?

Les « boules de mercure », ce sont des petits groupes de gens qui se connaissent, qui ont parfois des liens familiaux, qui s'autoradicalisent pour une série de raisons, dont les principales sont la frustration face à leur situation sociale et économique, l'humiliation qu'ils ressentent, et la marginalisation culturelle d'une partie de la jeunesse urbaine dans nos pays. Ils vont alors chercher à se justifier en faisant appel à des raisons religieuses. C'est cette dynamique liée au fonctionnement des petits groupes qui entraîne les individus dans le terrorisme. Mais à la base, ce n'est ni religieux ni idéologique. Au contraire, pour autant que l'on puisse broser un profil des jihadistes emprisonnés, il en ressort que la plupart d'entre eux n'étaient pas particulièrement religieux.

Y a-t-il une menace en Europe ?

Comme l'a montré la récente alerte terroriste en Belgique, il existe une menace réelle, mais disons-le clairement : elle n'est pas existentielle, elle ne menace ni la civilisation ni notre existence ; elle est comparable à la menace qui émane du crime organisé. La Belgique a été confrontée à la menace de type jihadiste depuis le début des années 90. Et il ne faut pas se faire d'illusion : le terrorisme ne sera jamais totalement vaincu. Il a existé dans toute l'histoire humaine ; et il continuera d'exister dans le futur. Il revient aux services de police et de renseignement de minimiser le risque qui, bien que ponctuel, est néanmoins réel.

On s'inquiète souvent d'une radicalisation des communautés musulmanes dans nos pays...

En fait, il n'y a pas une, mais des radicalisations parallèles. Ne confondons pas radicalisation religieuse et radicalisation politique. La première fait partie d'une quête d'identité dans un monde incertain, tandis que la deuxième résulte, dans le chef de ces radicaux, d'un rejet d'une injustice, réelle ou ressentie comme telle. Nous ignorons d'ailleurs trop souvent qu'il y a aussi, au sein des communautés issues de l'immigration, maghrébine surtout, un débat réel : les gens se demandent comment, au sein de la communauté, contrer, absorber cette radicalisation, surtout parmi les plus jeunes. Ce qu'il est important de comprendre, c'est que ces communautés ne peuvent pas seules, avec leurs propres forces, venir à bout de cette dynamique de radicalisation. Elles ont besoin d'un environnement favorable à la modération et à la déradicalisation. C'est un enjeu de société.

En Belgique, le chômage des jeunes allochtones est le plus élevé de toute l'Europe. Dans certaines communautés issues de la migration, il existe un réel désespoir quant à l'avenir de leurs jeunes, petits-enfants des immigrés des années 60. Cette frustration et cette absence de perspective constituent un terreau de recrutement fertile pour les extrémistes (même s'ils ne sont pas très nombreux), une justification potentielle du soutien, direct ou indirect, au terrorisme, de la sympathie pour le terrorisme, voire du passage à l'acte... Mais des perspectives d'avenir ne peuvent être offertes que par la société dans son ensemble. La diminution du chômage des jeunes allochtones, récemment constatée dans plusieurs villes belges, constitue un développement extrêmement important et très prometteur. La création d'emploi, la lutte contre la discrimination et le racisme et toutes les mesures contribuant à offrir des opportunités aux plus démunis, aux moins favorisés doivent constituer la colonne vertébrale de politiques inclusives.

On craint souvent l'importation dans nos pays des conflits dans les pays musulmans ou en Palestine. Est-ce un moteur du terrorisme en Europe ?

Non. Le moteur du terrorisme est, à chaque fois, lié au contexte local, aux sociétés respectives. Mais il y a, en ce moment, un contexte international qui permet de réunir ces différentes sources locales dans l'image d'une menace de type global : il existe, chez les musulmans, un sentiment d'humiliation et de crainte vis-à-vis de l'Occident ; et nous, occidentaux, avons l'impression d'être menacés par l'Islam. Cet effet de peur réciproque nourrit une atmosphère lourde, et des discours construits sur

l'opposition entre « eux » et « nous ». C'est pourquoi il faut favoriser la collaboration et le dialogue entre les différentes communautés afin de combattre les stéréotypes de part et d'autre, aussi bien au niveau local qu'au niveau international, via notamment le dialogue des civilisations que promeut l'ONU – et par l'acceptation de la diversité.

« Le terrorisme jihadiste est une voie sans issue », écrivez-vous cependant...

Dans toute l'histoire, depuis avant notre ère jusqu'à maintenant, toutes les formes de terrorisme ont abouti à une impasse, n'ont jamais obtenu les résultats espérés. Pour qui veut bien les voir, les signes d'un rejet du terrorisme jihadiste et d'une baisse de popularité de la personne de Ben Laden sont maintenant perceptibles partout, y compris dans les pays arabo-musulmans et dans les communautés musulmanes. Ce n'est pas étonnant puisque la plupart des victimes sont des musulmans. Le terrorisme jihadiste me semble suivre l'exemple du terrorisme anarchiste au début du XXe siècle. En plus, l'histoire nous permet aussi de dire que là où il y a de l'espoir et des perspectives d'avenir, le terrorisme se tarit.

Propos recueillis par **Dominique Berns**

Jihadi Terrorism and the Radicalisation Challenge in Europe

Édité par Rik Coolsaet, Ashgate, 212 pages, 55 £

© Rossel & Cie S.A. - Le Soir, Bruxelles, 2008